

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau de la Région de Bruxelles-Capitale, le 22 septembre 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif à la composition, à l'organisation et aux règles d'incompatibilité de la Commission royale des monuments et des sites de la Région de Bruxelles-Capitale", a donné le 13 octobre 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 22 september 1993 door de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest "betreffende de samenstelling, de organisatie en de regelen inzake onverenigbaarheid van de Koninklijke Commissie voor monumenten en landschappen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest", heeft op 13 oktober 1993 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

Mieux vaut écrire plus simplement :

"Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la Commission royale des monuments et des sites de la Région de Bruxelles-Capitale".

Préambule.

1. Dans le texte néerlandais du préambule, on écrira "Brusselse Hoofdstedelijke Regering" au lieu de "Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

2. Dans la version néerlandaise de l'intitulé de l'ordonnance du 4 mars 1993, il y a lieu d'écrire "... van het onroerende erfgoed". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

3. Il y a lieu d'insérer un visa supplémentaire mentionnant l'accord donné par le Ministre du Budget et la date de cet accord, soit le 12 octobre 1993.

.../...

Dispositif.Article 1er.

Au 4^o, les mots "visée à l'article 3 de l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier" sont inutiles et doivent être omis.

Article 2.

La disposition en projet se borne à reproduire des principes déjà inscrits à l'article 3, § 2, point 1, de l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier.

Elle paraît donc inutile et devrait être omise.

Article 3.

1. Plusieurs des conditions de nomination comme membre de la commission prévues aux paragraphes 1er et 2 du texte en projet, sont déjà inscrites dans l'ordonnance précitée; il est donc inutile de les reproduire.

Pour le surplus, l'article 3, § 2, de l'ordonnance charge le Gouvernement d'arrêter la composition de la commission, ce que ne fait qu'incomplètement le texte en projet.

.../...

Il incombe, en particulier, au Gouvernement de déterminer plus exactement les conditions et critères présidant au choix des membres de la commission; il y a notamment lieu de préciser la notion de "milieux concernés par la conservation du patrimoine immobilier", ainsi que ce qu'il faut entendre par "compétence notoire" et par "expérience utile et applicable au patrimoine immobilier de la Région de Bruxelles-Capitale".

2. Le 1^o du paragraphe 2 doit se terminer par un point-virgule.

3. Au même paragraphe, 1^o, on écrira :

"1^o au moins un membre compétent dans chacune des disciplines suivantes :

- a) patrimoine naturel;
- b) archéologie;
- c) recherches historiques;
- d) patrimoine architectural;
- e) techniques de restauration".

4. Au même paragraphe, 2^o, on écrira de même :

"2^o au moins :

.../...

- a) un docteur ou licencié en archéologie et histoire de l'art;
- b) un docteur ou licencié en histoire;
- c) un architecte".

5. Au paragraphe 3, les mots "d'Etat" doivent être remplacés par les mots "des Communautés".

Article 4.

1. La première phrase de l'alinéa 1er ainsi que l'alinéa 3 se bornent à reproduire des règles déjà inscrites dans l'ordonnance.

On les omettra.

2. Le texte suivant est, par ailleurs, proposé pour l'article :

"Art. 4. Le mandat de neuf des membres qui seront nommés lors de la constitution de la commission prendra fin au terme de trois ans. Ces membres sont désignés par tirage au sort ... (la suite comme à l'alinéa 2 en projet)".

.../...

Article 5.

Dans le texte néerlandais de l'article 5 en projet, il y a lieu de remplacer les mots "laten gelden" par le mot "aanvoeren".

Article 6.

Dans le texte néerlandais de l'article 6 en projet, il y a lieu d'écrire "dat afbreuk doet aan de waardigheid van hun functie" et de remplacer le mot "functies" par "functie".

Article 7.

A l'alinéa 1er, in fine, on remplacera les mots "achève son mandat" par les mots "achève ce mandat".

Article 8.

1. A l'alinéa 1er, on écrira "sur la base de ...",
", le Gouvernement invite ce dernier à présenter ..." et
"lors de sa plus prochaine séance suivant la vacance du mandat".

.../...

2. A l'alinéa 2, les mots "et sans préjudice de l'article 3" sont inutiles et doivent être omis.

Article 9.

1. Au 1^o, est prévue une incompatibilité entre la qualité de membre de la commission et "tout mandat électif communal, provincial, régional et fédéral"; cette disposition ne vise pas le mandat électif communautaire. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison de cette omission.

2. Par ailleurs, le texte en projet prévoit au 3^o une incompatibilité avec la qualité de sénateur; comme celui-ci détient un mandat électif fédéral, même lorsqu'il n'est pas élu direct, l'incompatibilité est déjà visée au 1^o; le 3^o doit donc être omis.

3. Au 7^o, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pourquoi n'est pas également visé le membre du personnel d'une personne physique qui exerce une activité relevant de la promotion ou de la gestion immobilière, le texte en projet ne visant que le membre d'une telle société ayant un tel objet social.

.../...

4. Au 9^o, il y a une discordance entre le texte français, où il est question du "Service des Monuments et des Sites", et le texte néerlandais, où il est question du "Bestuur van het Erfgoed".

Article 10.

A l'alinéa 2, mieux vaut écrire que le président et le vice-président sont "d'expressions linguistiques différentes". Ils n'appartiennent pas, en effet à des "rôles linguistiques" au sens qu'il faut donner à cette expression en application des lois coordonnées sur l'emploi des langues.

Article 11.

Le texte néerlandais de l'article 11 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 13.

1. Le texte néerlandais de la phrase introductive de l'article 13 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

2. Dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer les mots "zijn afgevaardigde" par les mots "diens gemachtigde".

Article 14.

A l'alinéa 2, on écrira : "Assisté du secrétaire, il présente au Gouvernement, au nom de la commission, les avis ... et rapports".

Article 15.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire "met gesloten deuren".

Article 16.

1. En vertu de l'article 3, § 3, alinéa 2, de l'ordonnance du 4 mars 1993, "les avis, observations, recommandations et suggestions de la commission sont formulés à la majorité simple des membres présents". Il n'appartient au Gouvernement, ni de rappeler cette règle, ni d'y déroger, ni davantage de l'assortir de la précision suivant laquelle, "en cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante". L'alinéa 1er doit donc être omis.

.../...

2. Le texte néerlandais de l'alinéa 2, devenant l'alinéa unique, devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 17.

1. A l'alinéa 1er, il y a sans doute lieu d'écrire : "... nécessaires à l'exercice des missions de la commission".

2. Il existe une discordance entre les versions française et néerlandaise des alinéas 2 et 3.

3. L'alinéa 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Les personnes invitées à la réunion ne peuvent assister aux délibérations de la Commission".

Article 18.

On omettra les termes "si elle l'estime utile pour l'exécution de sa tâche"; par ailleurs, on écrira à la fin de l'alinéa : "ne disposent, ni d'un pouvoir de décision, ni du pouvoir d'engager la commission".

.../...

Article 19.

1. L'alinéa 1er doit être omis pour les raisons suivantes :

a) Il découle de l'article 3, § 1er, de l'ordonnance du 4 mars 1993 que tous les avis, observations, recommandations et suggestions de la commission doivent être adressées au Gouvernement.

b) La commission ne doit pas être consultée dans les hypothèses visées à l'article 12, § 1er, et à l'article 27, § 1er, de ladite ordonnance.

2. L'ordonnance du 29 août 1991 sur l'accès à l'information relative à l'environnement dans la Région de Bruxelles-Capitale impose à l'administration de permettre l'accès du public aux informations relatives à l'environnement qu'elle détient.

Les avis, observations, recommandations et suggestions de la commission royale des monuments et des sites de la Région de Bruxelles-Capitale peuvent, dans certains cas, contenir des informations relatives à l'environnement au sens où l'entend l'article 3, § 1er, alinéa 1er, 2^o , de l'ordonnance. En outre, la commission royale des monuments

.../...

et des sites est une administration au sens où l'entend cette ordonnance (1).

Saisie d'une demande d'accès à une information relevant du champ d'application de l'ordonnance, la commission est tenue, soit d'y faire droit, soit de respecter les procédures prévues aux articles 10 et 12 de l'ordonnance. Elle ne pourrait, comme le prévoit l'alinéa 2 en projet, refuser la communication de cette information ou la soumettre à l'accord du ministre ayant les monuments et sites dans ses attributions.

(1) L'article 3, § 1er, alinéa 1er, 4^o, de l'ordonnance définit "l'administration" comme suit :

"4^o administration : l'une des personnes ou instances suivantes exerçant des missions dans le champ des matières confiées à la Région de Bruxelles-Capitale :

- a) une autorité administrative;
- b) une instance administrative ou instituée auprès d'une autre administration et qui, hors les cas visés par la présente ordonnance, n'a pas qualité d'autorité administrative;
- d) le cabinet d'un membre de l'Exécutif ou d'un Secrétaire d'Etat régional;
- e) une personne de droit privé chargée d'une mission de service public".

Il ressort de l'exposé des motifs de l'ordonnance qu'au b), le législateur a entendu viser, notamment, les commissions consultatives (Doc. C.R.B., A-128/1-90/91, p. 7).

.../...

Par conséquent, l'alinéa 2 en projet ne peut s'appliquer que dans les cas où l'ordonnance du 29 août 1991 n'est pas applicable.

Le texte doit être revu en conséquence.

Article 20.

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 1er, il faudrait écrire "alsook" au lieu de "evenals".

Article 22.

1. Il appartient au Gouvernement de fixer avec précision, dans l'arrêté en projet, le montant des jetons de présence. Le Gouvernement ne peut se borner à déterminer des montants maximums.

2. Il convient de déterminer de manière plus précise que par le seul mot "indexés", les circonstances dans lesquelles et la manière dont il y a lieu d'adapter le montant des jetons de présence.

3. La seconde phrase de l'alinéa 2 doit former le troisième alinéa. En outre, mieux vaut écrire "Les membres ont droit ...".

.../...

Article 24.

Dans le texte néerlandais de la première phrase, il faudrait écrire "behoren" au lieu de "behoort".

Article 25.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 26.

La publication de l'arrêté en projet au Moniteur belge sera assurée de manière telle que son entrée en vigueur ne précède pas celle de l'ordonnance du 4 mars 1993.

Observations finales.

1. Sauf pour l'article 1er, les dispositions du projet doivent être numérotées "Art. 2.", "Art. 3.", etc. ... et non "Article 2 :", "Article 3 :", etc... .

.../...

2. D'une manière générale, le projet abuse de l'emploi de majuscules.

3. Le texte néerlandais de certains articles est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certaines propositions à ce sujet sont faites dans le présent avis.

Opschrift.

Eenvoudigheidshalve zou het beter zijn te schrijven :

"Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest".

Aanhef.

1. Men schrijve "Brusselse Hoofdstedelijke Regering" in plaats van "Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

2. In het opschrift van de ordonnantie van 4 maart 1993 schrijve men "... van het onroerende erfgoed". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

3. Een aanvullende verwijzing moet worden ingevoegd die de door de Minister van Begroting verleende akkoordbevinding vermeldt, alsook de datum van die akkoordbevinding, te weten 12 oktober 1993.

.../...

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

In onderdeel 4^o moeten de woorden "beoogd bij artikel 3 van de ordonnantie van 4 maart 1993 inzake het behoud van het onroerend erfgoed" als overbodig vervallen.

Artikel 2.

De ontworpen bepaling beperkt zich ertoe de beginselen over te nemen die reeds zijn omschreven in artikel 3, § 2, punt 1, van de ordonnantie van 4 maart 1993 inzake het behoud van het onroerende erfgoed.

Zij moet dus als overbodig vervallen.

Artikel 3.

1. Verscheidene voorwaarden voor benoeming tot lid van de commissie, gesteld in de paragrafen 1 en 2 van de ontworpen tekst, zijn reeds opgenomen in voornoemde ordonnantie; het is dus onnodig ze nogmaals te vermelden.

Voorts wordt volgens artikel 3, § 2, van de ordonnantie de Regering ermede belast de samenstelling van de commissie te bepalen, waarin de ontworpen tekst slechts onvolledig voorziet.

.../...

De Regering moet inzonderheid de voorwaarden en criteria nauwkeuriger bepalen op grond waarvan de leden van de commissie worden gekozen; zo moet onder meer het begrip "kringen die betrokken zijn bij het behoud van het onroerend erfgoed" worden toegelicht en moet nader worden bepaald wat verstaan moet worden onder "voldoende vakbekwaamheid" en "nuttige ervaring die toepasbaar is in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest".

2. Aan het eind van paragraaf 2, onderdeel 1°, moet een kommapunt komen te staan.

3. In diezelfde paragraaf 2, onderdeel 1°, schrijve men :

"1° ten minste één lid bevoegd voor elk van de volgende vakken :

- a) natuurlijk erfgoed;
- b) oudheidkunde;
- c) geschiedkundig onderzoek;
- d) bouwkundig erfgoed;
- e) restauratietechnieken".

4. In diezelfde paragraaf 2, onderdeel 2°, schrijve men :

.../...

"2° ten minste :

- a) een doctor of licentiaat in de oudheidkunde en kunstgeschiedenis;
- b) een doctor of licentiaat in de geschiedenis;
- c) een architect".

5. In paragraaf 3 moet het woord "Staatsuniversiteiten" vervangen worden door de woorden "de universiteiten van de Gemeenschappen".

Artikel 4.

1. De eerste volzin van het eerste lid, alsook het derde lid bepalen zich ertoe regels over te nemen die reeds in de ordonnantie zijn opgenomen.

Deze bepalingen moeten vervallen.

2. Voor dit artikel wordt overigens de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 4. Het mandaat van negen leden die bij de oprichting van de commissie worden benoemd, eindigt na verloop van drie jaar. Die leden worden aangewezen bij loting, door de voorzitter van de commissie uitgevoerd tijdens de eerste vergadering van het kalenderjaar waarin de gedeeltelijke vernieuwing van de commissie moet plaatshebben".

.../...

Artikel 5.

Men vervange de woorden "laten gelden" door "aanvoeren".

Artikel 6.

Men schrijve "dat afbreuk doet aan de waardigheid van hun functie" en men vervange het woord "functies" door "functie".

Artikel 7.

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"Wanneer een lid voor het einde van zijn mandaat vervangen wordt, beëindigt zijn plaatsvervanger dat mandaat".

Artikel 8.

1. In het eerste lid schrijve men :

"Als het lid dat wegens langdurige verhindering, overlijden, afzetting of ontslagneming vervangen moet worden, door de Regering gekozen was op basis van een door de Raad overgelegd dubbeltal, verzoekt ... op de eerst-

.../...

volgende vergadering volgend op het openvallen van het mandaat".

2. In het tweede lid moeten de woorden "en onverminderd artikel 3," als overbodig vervallen.

Artikel 9.

1. In onderdeel 1° wordt een onverenigbaarheid ingevoerd tussen de hoedanigheid van lid van de commissie en "elk door verkiezing verkregen gemeentelijk, provinciaal, gewestelijk en federaal mandaat"; die bepaling betreft niet het door verkiezing verkregen gemeenschappelijk mandaat. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom laatstgenoemd mandaat niet wordt genoemd.

2. Voorts voert onderdeel 3° van de ontworpen tekst een onverenigbaarheid in met de hoedanigheid van senator; aangezien senatoren een door verkiezing verkregen federaal mandaat hebben, ook al zijn zij niet rechtstreeks verkozen, is die onverenigbaarheid reeds vervat in onderdeel 1°; derhalve moet onderdeel 3° vervallen.

3. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in onderdeel 7° bovendien niet wordt verwezen naar de personeelsleden van een natuurlijk persoon die een functie uitoefent welke verband houdt met de promotie of het beheer

.../...

van vastgoed; in de ontworpen tekst wordt immers alleen verwezen naar de personeelsleden van een zodanige vennootschap met een zodanig doel.

4. In onderdeel 9° is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse tekst, waarin sprake is van het "Bestuur van het Erfgoed", en de Franse tekst, waarin sprake is van de "Service des Monuments et des Sites".

Artikel 10.

In het tweede lid zou het beter zijn te schrijven dat de taal van de voorzitter verschillend is van die van de ondervoorzitter. Zij behoren immers niet tot één of andere "taalrol" in de betekenis die aan deze uitdrukking moet worden gegeven overeenkomstig de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen.

Artikel 11.

Het zou beter zijn te schrijven :

"Art. 11. De voorzitter stelt de dagorde op van de vergaderingen van de commissie en roept de leden op, hij leidt de beraadslagingen, vat ze samen, brengt de voorstellen eventueel in stemming en spreekt de beslissing van de commissie uit, die hij door de secretaris laat optekenen. Samen met de secretaris ... en de onderrichtingen bestemd voor de leden".

.../...

Artikel 13.

1. Het zou beter zijn de inleidende zin van artikel 13 als volgt te stellen : "De volgende personen mogen, evenwel met raadgevende stem, de vergaderingen van de commissie bijwonen :".

2. Men vervange de woorden "zijn afgevaardigde" door de woorden "diens gemachtigde".

Artikel 14.

In het tweede lid schrijve men : "Samen met de secretaris legt hij in naam van de commissie de adviezen, voorstellen, aanbevelingen en verslagen voor aan de Regering".

Artikel 15.

Men schrijve : "met gesloten deuren".

Artikel 16.

1. Artikel 3, § 3, tweede lid, van de ordonnantie van 4 maart 1993 bepaalt : "De adviezen, de opmerkingen, aanbevelingen en suggesties van de Commissie, worden bij gewone meerderheid van de aanwezige leden geformuleerd".

.../...

Het komt niet aan de Regering toe om aan die regel te herinneren, noch ervan af te wijken, noch ze aan te vullen met de bepaling "Bij staking van stemming is die van de voorzitter doorslaggevend". Het eerste lid moet dus vervallen.

2. Het tweede lid, dat het enige lid wordt, zou beter als volgt worden gesteld : "Van de vergaderingen wordt een proces-verbaal opgemaakt".

Artikel 17.

1. In het eerste lid moet wellicht worden geschreven : "... die nodig zijn voor de uitoefening van de taken van de commissie".

2. Er is een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst van het tweede en het derde lid.

3. Het zou beter zijn het vierde lid als volgt te stellen :

"De personen die op de vergadering worden uitgenodigd, mogen niet deelnemen aan de beraadslagingen van de commissie".

.../...

Artikel 18.

Er moet worden geschreven :

"De commissie kan uit haar midden werkgroepen oprichten die een welomschreven, tijdelijke opdracht hebben. Zij hebben echter geen beslissingsbevoegdheid, noch de bevoegdheid om de commissie te verbinden".

Artikel 19.

1. Het eerste lid moet vervallen, en wel om de volgende redenen :

a) Uit artikel 3, § 1, van de ordonnantie van 4 maart 1993 vloeit voort dat alle adviezen, opmerkingen, aanbevelingen en voorstellen aan de Regering moeten worden gericht.

b) De commissie behoeft niet te worden geraadpleegd in de gevallen bedoeld in de artikelen 12, § 1, en 27, § 1, van voornoemde ordonnantie.

2. De ordonnantie van 29 augustus 1991 inzake de toegang tot informatie met betrekking tot het milieu in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest schrijft voor dat de "administratie" de informatie inzake milieu waarover ze beschikt toegankelijk moet maken voor het publiek.

.../...

De adviezen, opmerkingen, aanbevelingen en voorstellen van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest kunnen in bepaalde gevallen informatie inzake het milieu bevatten, en wel in de zin van artikel 3, § 1, eerste lid, 2º, van de ordonnantie. Voorts is de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen een "administratie" in de zin van laatstgenoemde ordonnantie (1).

Indien aan de commissie een aanvraag om toegang tot informatie binnen de werkingssfeer van de ordonnantie wordt

(1) Artikel 3, § 1, eerste lid, 4º, van de ordonnantie geeft de volgende begripsomschrijving van de "administratie" :

"4º Administratie : een van de volgende personen of instanties die een taak uitvoeren binnen het domein van de zaken, toevertrouwd aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest :

- a) een bestuursorgaan;
- b) een administratieve instantie of een instantie opgericht bij een administratie en die, behalve de gevallen aangehaald in deze ordonnantie, niet de hoedanigheid van bestuursorgaan bezit;
- d) het kabinet van een lid van de Executieve of van een gewestelijk Staatssecretaris;
- e) een privaatrechtelijk persoon belast met een opdracht van openbare dienstverlening".

Uit de memorie van toelichting bij de ordonnantie blijkt dat de wetgever in b) onder meer de adviserende commissies heeft bedoeld (Gedr. St. BHR, A-128/1-90/91, blz. 7).

.../...

gericht, moet ze die aanvraag inwilligen ofwel de procedures naleven die zijn voorgeschreven bij de artikelen 10 en 12 van de ordonnantie. Zij mag niet weigeren die informatie mede te delen of de mededeling ervan afhankelijk stellen van de toestemming van de minister bevoegd voor monumenten en landschappen, zoals te lezen staat in het ontworpen tweede lid.

Derhalve kan het ontworpen tweede lid alleen van toepassing zijn in de gevallen waarin de ordonnantie van 29 augustus 1991 niet toepasselijk is.

De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 20.

In het eerste lid schrijve men "alsook" in plaats van "evenals".

Artikel 22.

1. Het komt aan de Regering toe om in het ontworpen besluit het bedrag van de presentiegelden nauwkeurig te bepalen. De Regering mag er zich niet toe bepalen maximumbedragen vast te stellen.

.../...

2. De omstandigheden waarin en de wijze waarop het bedrag van de presentiegelden moet worden aangepast, behoort nauwkeuriger te worden bepaald dan met de enkele woorden "gekoppeld aan de index".

3. De tweede volzin van het tweede lid moet het derde lid vormen. Voorts zou het beter zijn te schrijven : "De leden hebben recht op terugbetaling van de kosten ...".

Artikel 24.

In de eerste volzin schrijve men "behoren" in plaats van "behoort".

Artikel 25.

Men schrijve : "... wordt ... opgeheven" in plaats van "is ... opgeheven".

Artikel 26.

De bekendmaking van het ontworpen besluit in het Belgisch Staatsblad moet aldus geschieden dat het niet in werking treedt vóór de ordonnantie van 4 maart 1993.

.../...

Slotopmerkingen.

1. Behoudens artikel 1 moeten de bepalingen van het ontwerp met "Art. 2.", "Art. 3.", enz. worden genummerd, in plaats van met "Artikel 2 :", "Artikel 3 :", enz.

2. In het algemeen is er in het ontwerp een overmatig gebruik van hoofdletters.

3. De Nederlandse tekst van een aantal artikelen is voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld worden in dit advies hieromtrent een aantal voorstellen gedaan.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

F. DELPEREE,

Madame : M. PROOST,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.